



Le statut des « Gens du Voyage »
et ses **conséquences discriminatoires légales**

Janvier 2013

Sommaire

1^{ère} partie **Quelques définitions**

- 1.1. Les « Gens du Voyage »
- 1.2. **Sans Domicile ni Résidence Fixe**
- 1.3. Les professions ou activités ambulantes

2^{ème} partie **Le statut administratif**

- 2.1. La commune de rattachement
- 2.2. Les titres de circulation
- 2.3. L'élection de domicile

3^{ème} partie **Les conséquences discriminatoires**

- 3.1. Description
- 3.2. L'évolution du droit
- 3.3. Conclusion

**Définition générale**

Apparu dans les années 70, le terme générique « Gens du Voyage » est une dénomination **administrative** désignant une population **hétérogène** qui réside habituellement en **abri mobile terrestre**.

**Définition administrative**

Dans la loi du 3 janvier 1969 et le décret du 31 juillet 1970,

ce sont des personnes **Sans Domicile** ni **Résidence Fixe**



circulant en France

ou exerçant des **activités ambulantes**

Dans la loi française, cette notion ne comporte **aucune connotation ethnique** ou **communautariste**, conformément aux principes constitutionnels de la V^{ème} République.

1 Le domicile

Dans le **Code Civil** à l'**article 102**, la notion de domicile sert à individualiser la personne, en déterminant le lieu où elle exerce ses droits civils.

Toute personne a un domicile et ne peut en avoir qu'un seul, puisqu'il s'agit du principal établissement. En principe, chacun peut le **choisir** et en **changer** librement (**articles 103** et suivant du Code Civil).

➔ Les « Gens du Voyage » n'ont pas de domicile

La loi de 1969 leur fixe le principe d'une **commune de rattachement**.

2 La résidence


De son côté, la résidence est le lieu où l'on se trouve en fait.

➔ La résidence fixe

Le décret de 1970 précise que sont considérées comme **Sans Résidence Fixe** les personnes qui ne sont ni **propriétaires** ni **locataires** d'un **logement garni de meubles leur appartenant**.

➔ La résidence mobile

Une personne est considérée comme « **circulant** » si elle loge de façon permanente dans un véhicule, une remorque ou tout autre abri mobile.

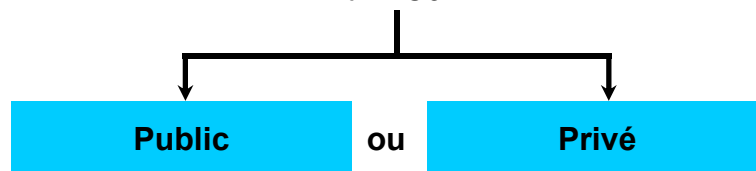
Les « Gens du Voyage » sont **Sans Domicile ni Résidence Fixe**  **circulant** en France ou exerçant des **activités ambulantes**

Quelques définitions

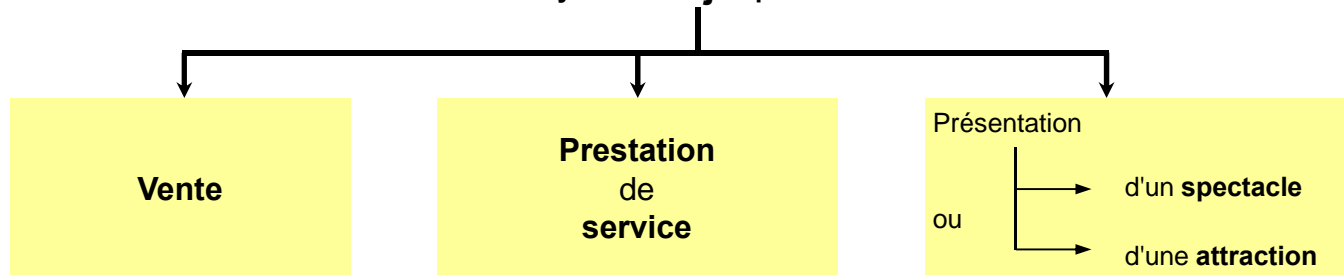
1.3. Les professions ou activités ambulantes

Il s'agit de « toute **profession** ou **activité** » exercée sur

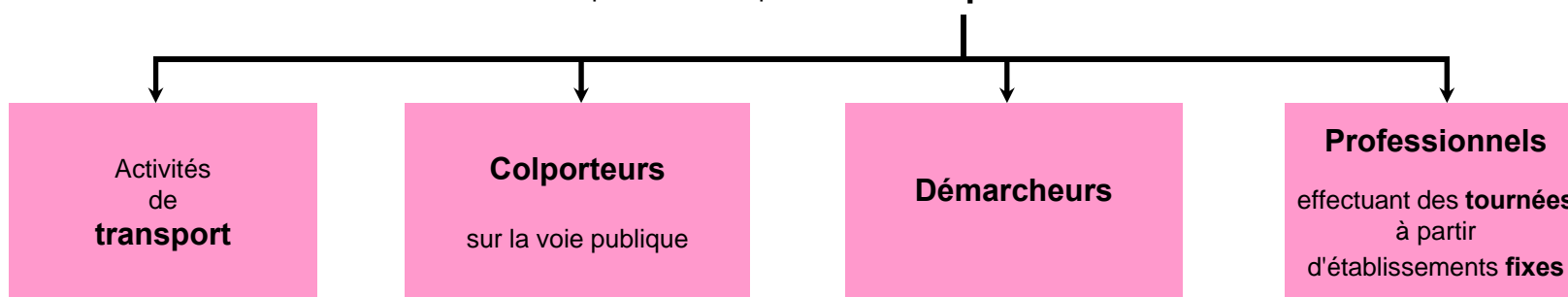
un **lieu**



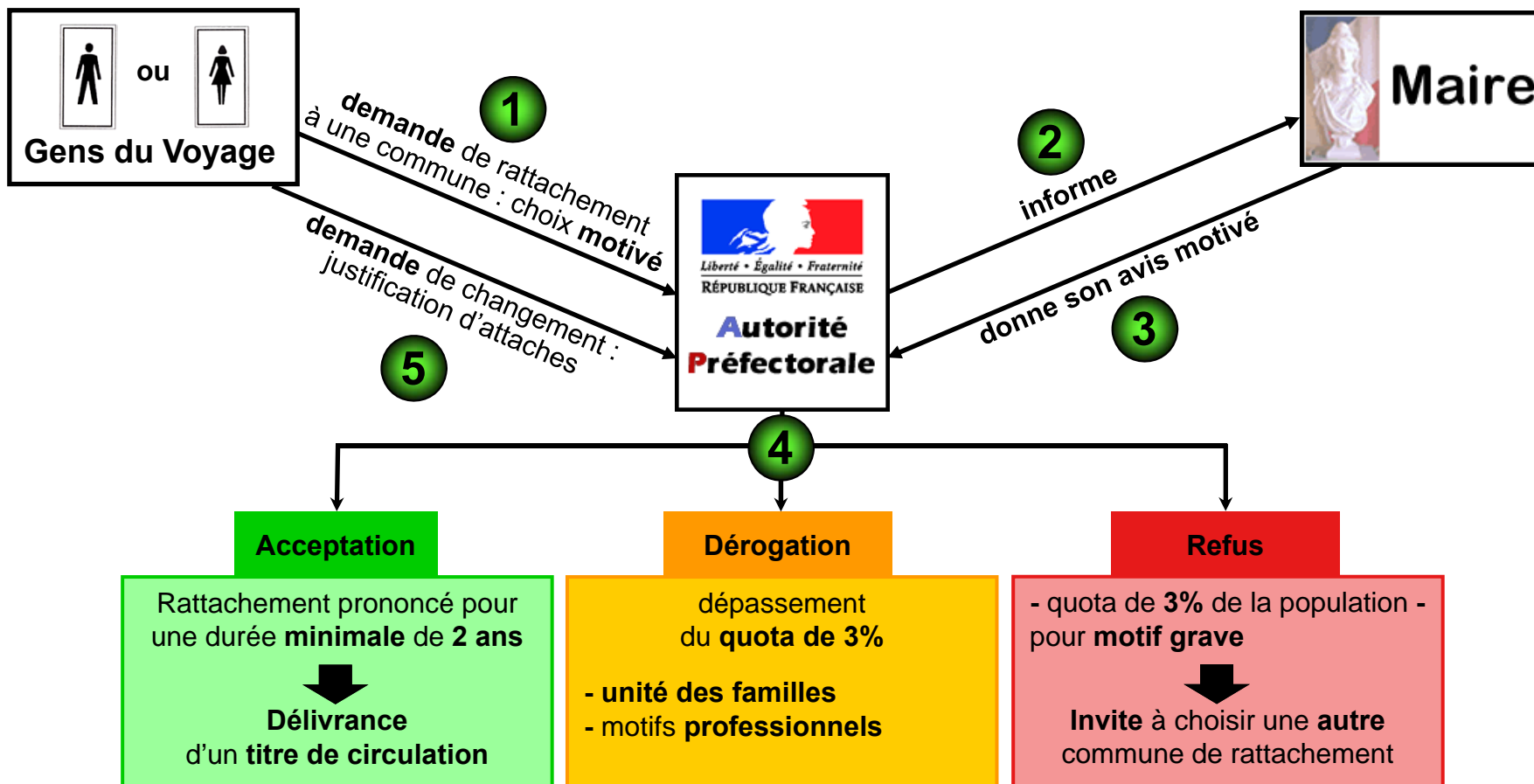
et ayant un **objet** précis



Cependant, il est prévu des **exceptions**



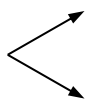
Les « Gens du Voyage » sont **Sans Domicile** ni **Résidence Fixe** \leftarrow **circulant** en France ou exerçant des **activités ambulantes**





Les effets : - célébration du **mariage**

- inscription sur la **liste électorale** (après 3 ans)

- accomplissement des obligations  **fiscales**
sécurité sociale et chômage

- obligation du **service national** (**recensement** et **Appel de Préparation à la Défense**)



commune de rattachement ≠ élection de domicile

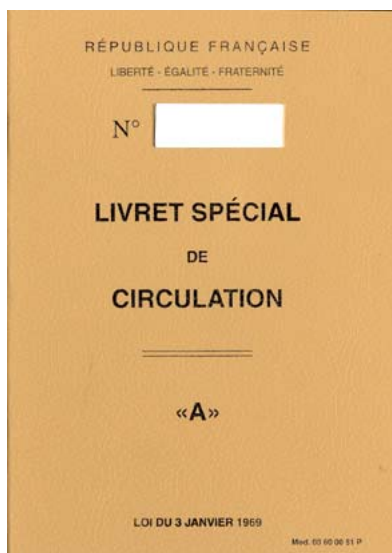
Le choix et le changement de commune de rattachement sont soumis

- respectivement à motivation et justification
- à un quota de 3% de la population municipale
- à décision préfectorale, après avis motivé du maire concerné.

➔ Les « Gens du Voyage » âgés de **plus de 16 ans** doivent être pourvus d'un **titre de circulation**, qui doit être présenté à **toute réquisition des forces de l'ordre**

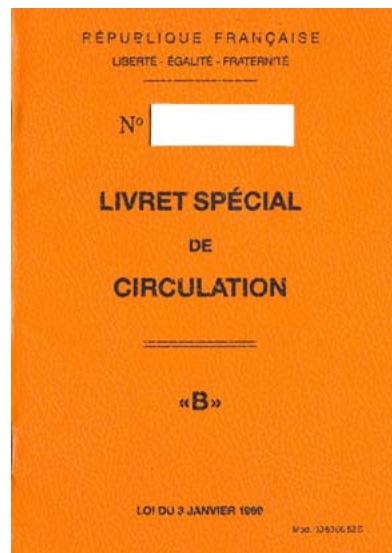
La demande doit en être faite à l'autorité administrative dont dépend la commune de rattachement.

➔ **4 types de titres de circulation** sont prévus

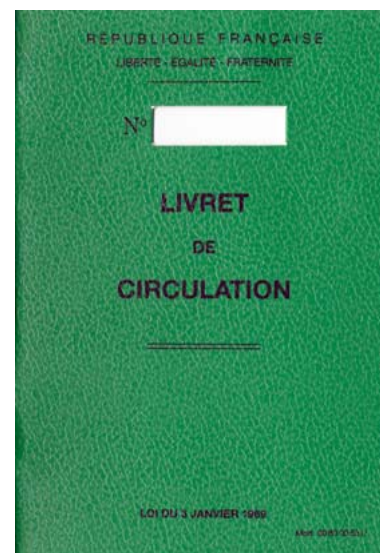


Personnes exerçant une activité ou profession ambulante

Conjoint, ascendants et descendants légitimes du professionnel titulaire



Employés et personnes accompagnant habituellement le titulaire du L.S.C. « A »



Personnes justifiant de ressources régulières

- salariés
- retraités
- chômeurs
- allocataires de l'A.A.H.



Personnes qui ne remplissent pas les conditions des livrets

> pas de ressources régulières

Ex. : les RSastes





Les titres de circulation ne sont pas des pièces d'identité

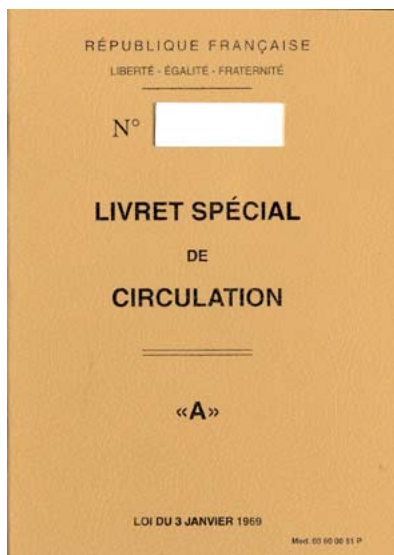
2^{ème} partie

Le statut administratif

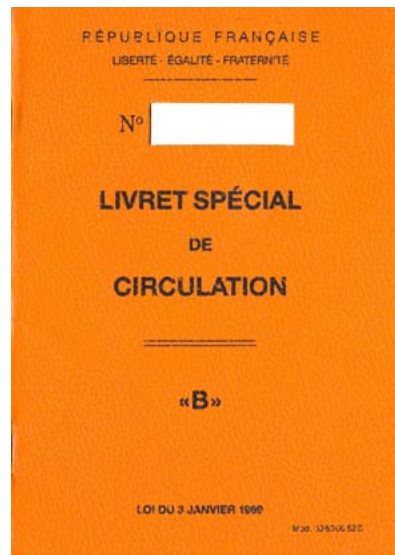
2.2. Les titres de circulation : *délivrance et sanctions*

| | | | |
|--|--|---------------|--|
| Documents remis | attestation provisoire valable 1 mois | | |
| |  Livret Spécial | Livret | Carnet |
| | Etablissement d'une notice dont un exemplaire est transmis au fichier national de la Gendarmerie (Fichier des Personnes Sans Domicile ni Résidence Fixe) | | |
| Validité et Obligations | 5 ans puis à faire proroger tous les 5 ans | | |
| | Aucun visa | Visa annuel | Visa trimestriel |
| |  | | |
| Perte, vol, destruction ou détérioration | Déclaration valable 4 mois | | |
| Sanctions pénales | Circulation sans titre | | amende de 5 ^{ème} classe (1500 € au plus) |
| | Défaut de justification du titre | | Emprisonnement de 3 mois à 1 an |
| | Défaut de visa | | amende de 4 ^{ème} classe (750 € au plus) |
| | amende de 5 ^{ème} classe (1500 € au plus) | | |

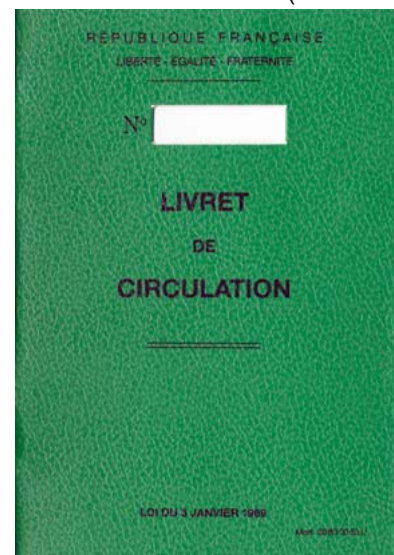
➔ Le 5 octobre 2012, le conseil constitutionnel a jugé **partiellement conforme** à la constitution la loi de 1969
> **suppression** du carnet de circulation, **remplacé** par le livret
(décision n°2012-279 QPC du 5 octobre 2012)



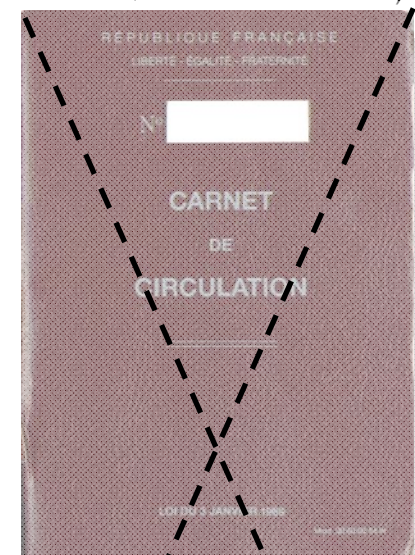
Personnes exerçant une activité ou profession ambulante
Conjoint, ascendants et descendants légitimes du professionnel titulaire



Employés et personnes accompagnant habituellement le titulaire du L.S.C. « A »






Personnes n'exerçant pas d'activité ambulante, mais circulant
> **pas de conditions de ressources**



Personnes qui ne remplissent pas les conditions des livrets
> **pas de ressources régulières**
Ex. : les RSAistes



Dérogação aux principes d'**égalité** et de **liberté d'aller et venir** pour motif d'**ordre public**
> mesure de **police administrative**

| | | |
|---|--|---|
| Documents remis  | attestation provisoire valable 1 mois  | |
| | Livret Spécial | Livret |
| | Etablissement d'une notice dont un exemplaire est transmis au fichier national de la Gendarmerie (Fichier des Personnes Sans Domicile ni Résidence Fixe) | |
| Validité et Obligations | 5 ans puis à faire proroger tous les 5 ans | |
| | Aucun visa | Visa annuel ? |
| | |  |
| Perte, vol, destruction ou détérioration | Déclaration valable 4 mois | |
| Infractions pénales | Circulation sans titre amende de 5 ^{ème} classe (1500 € au plus) | |
| | Défaut de justification du titre amende de 4 ^{ème} classe (750 € au plus) | |
| | Défaut de visa | amende de 5 ^{ème} classe (1500 € au plus) |

➔ Pour bénéficier de certains droits : RSA, CMU et AME

> obligation d'une élection de domicile

- C.C.A.S. ou C.I.A.S. (si lien avec la commune)
- Organisme agréé

➔ depuis 2007, élection de domicile = droit opposable
article 51 de la loi 2007-290 du 5 mars 2007 (loi D.A.L.O.)

Droits

- Prestations sociales
- Services essentiels garantis par la loi

> élection de domicile concerne toutes les prestations sociales (légal, réglementaires et conventionnelles)
+ Aide juridictionnelle

- C.N.I. & inscription sur les listes électorales (réservées au SDF)

> attestation d'élection de domicile unique (formulaire CERFA)

> obligation de présentation tous les 3 mois

> durée 1 an renouvelable

> Fin

- à la demande du domicilié
- acquisition d'un domicile stable
- absence de manifestation

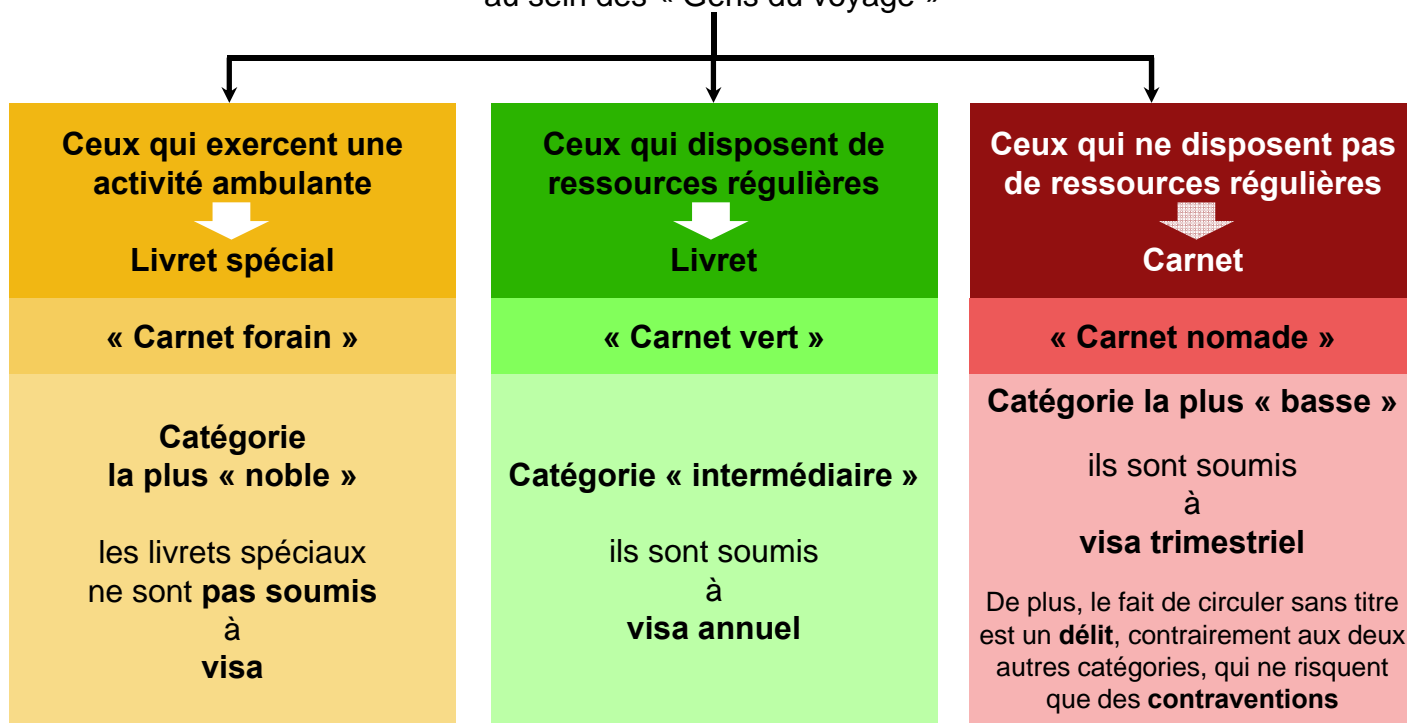
Le formulaire CERFA n°13947*01 est intitulé 'Attestation d'élection de domicile unique'. Il est destiné à être rempli par le titulaire de l'attestation ou son représentant légal. Le formulaire contient des champs pour :

- Prénoms et Nom
- Numéro d'usage
- Date de naissance
- Lieu de naissance
- Adresse
- Commune de rattachement
- Commune d'élection de domicile
- Signature et date de l'attestation

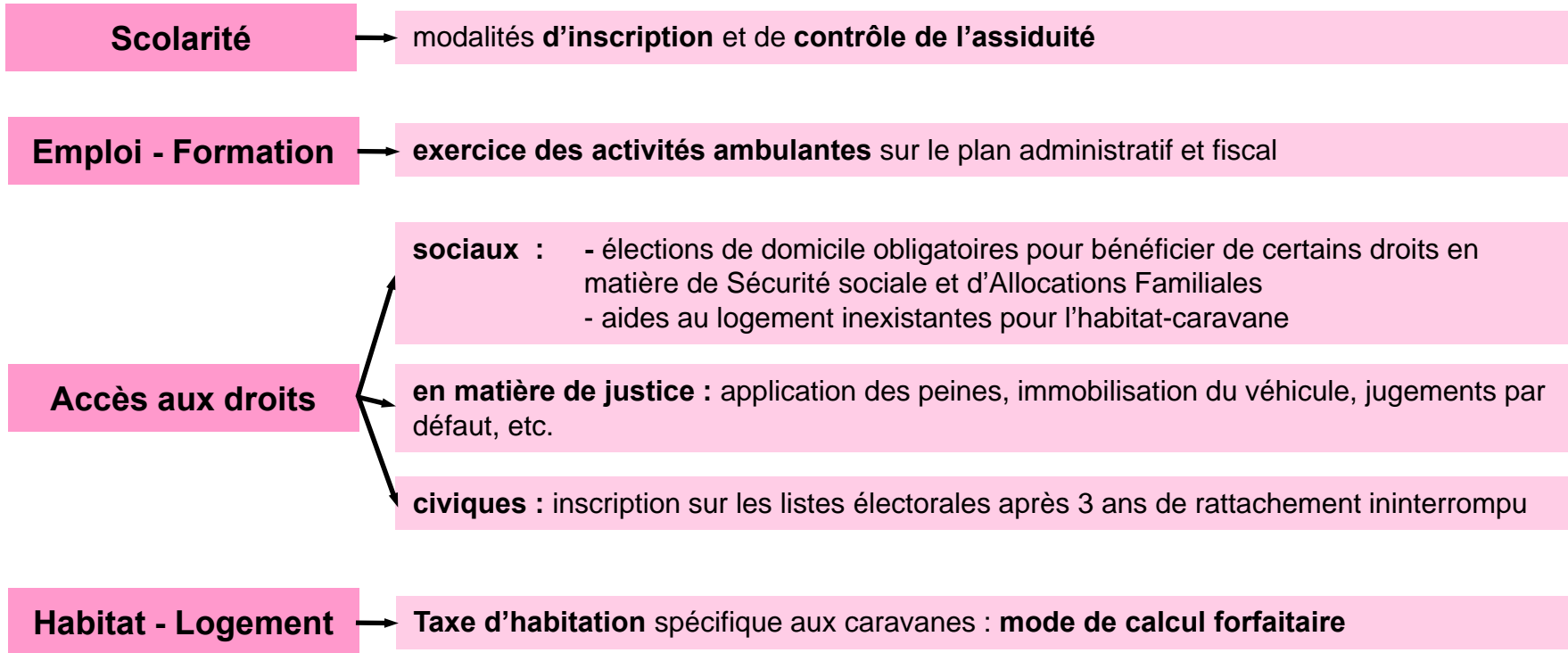
 Le formulaire est divisé en plusieurs sections, dont une section 'BENEFICIAIRES DE L'ATTENDU PROCÉDANT A L'ELECTION DE DOMICILE' qui permet de déclarer si le titulaire est bénéficiaire de certaines prestations sociales.

Pas de domicile, mais 2 « ersatz » : commune de rattachement + élection de domicile

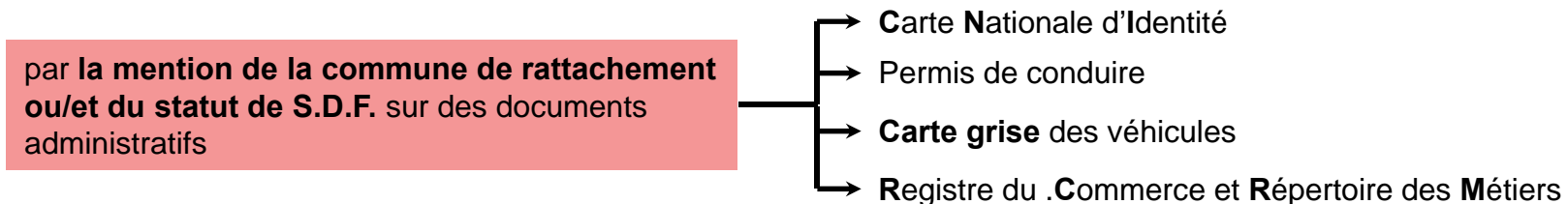
La loi 69-3 et ses applications ont produit trois catégories distinctes et hiérarchisées au sein des « Gens du voyage »



1 Le statut administratif et ses discriminations se déclinent **légalement** dans d'autres domaines



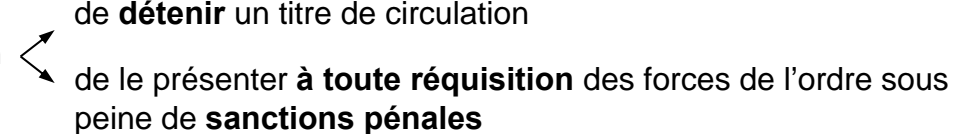
2 Ils permettent aussi une certaine **stigmatisation**



➔ Le statut administratif des « Gens du Voyage » a 3 conséquences directes

1 Ils n'ont pas de **domicile** mais une **commune de rattachement**, dont ils n'ont ni la **liberté de choix**, ni de **changement**. Ceci est contraire aux principes du **Code Civil**.

➔ Ils n'ont pas les **mêmes droits civils** que les autres citoyens

2 Ils ont l'obligation  de **détenir** un titre de circulation
de le présenter **à toute réquisition** des forces de l'ordre sous peine de **sanctions pénales**

Ce titre constitue un véritable **passport à l'intérieur**

➔ C'est une entrave à la **liberté d'aller et venir à l'intérieur du territoire national**

3 > Le statut entraîne des différences de traitement entre les « Gens du Voyage » eux-mêmes (visas, sanctions).

> Il instaure également des différences vis-à-vis des autres citoyens.

En effet, les personnes **avec domicile et résidence fixe** ne sont pas soumises à ce régime.

- Elles ont un **domicile**

- Elles n'ont pas d'obligation de **détenir un document administratif** pour se déplacer sur le territoire national avec des **sanctions pénales** en cas de manquement.

Il y a donc différence, distinction donc discrimination.

➔ Ce statut crée des **discriminations légales, internes et externes.**



Déclaration Universelle des Droits de l'Homme (D.U.D.H.)

(adoptée par l'assemblée générale des Nations Unies le 10 décembre 1948 à Paris)

Article premier

Tous les êtres humains naissent **libres et égaux** en dignité et en droits.

Article 2

Egalité de droits sans distinction aucune :
 - de race, de couleur, de sexe
 - de langue,
 - de religion et d'opinion,
 - d'origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance ou autre.

Article 7

Egalité
 ↙ devant la loi
 ↘ de **protection** de la loi
 contre
 ↙ toute **discrimination**
 ↘ toute **provocation** de discrimination

Article 13

Droit de **circuler librement** et de **choisir sa résidence** à l'intérieur d'un État.

Droit international



Nations Unies

Pacte international relatif aux droits civils et politiques

adopté en 1966

adhésion de la France en 1980

Droit européen



Conseil de l'Europe



Union européenne

Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales

signée en 1950
 ratifiée par la France en 1974

+

Protocoles additionnels

Traité instituant l'Union Européenne
 signé par les 12 membres fondateurs à Maastricht en 1992



Directive 2000/43/CE

- organismes de promotion de l'**égalité de traitement**
 - **conformité** des textes de loi

Droit national



Haute Autorité de Lutte contre les Discriminations et pour l'égalité

H.A.L.D.E.

loi du 30 décembre 2004

| | | |
|------|---|---|
| 1789 | Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen | Art. 1 Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits |
| 1795 | Loi du 10 vendémiaire an IV | Création d'un passé-port pour l'intérieur pour voyager d'un département à l'autre |
| 1803 | Arrêté concernant le livret de tous les ouvriers | Obligation d'avoir un livret, à faire viser par les maires. Si défaut > vagabondage |
| 1804 | Code Civil des Français | Art. 102 Le domicile de tout Français, quant à l'exercice de ses droits civils... |
| 1810 | Code Pénal | Délits de vagabondage et de mendicité |
| 1863 | Circulaire du Ministre de l'Intérieur | Création d'un carnet de saltimbanque , faisant office de passé-port pour l'intérieur |
| 1890 | Fin des passé-ports pour l'intérieur et des livrets ouvriers | |
| 1912 | Loi du 16 juillet 1912 | Création des carnets d'identité forain et anthropométrique nomade |
| 1940 | Décret du 6 avril puis instructions allemandes | Interdiction de la circulation puis internement des nomades dans des camps |
| 1958 | Ordonnance n° 58-923 | Possibilité de choisir un domicile pour les forains et les nomades |
| 1969 | Loi 69-3 du 3 janvier | Création des titres de circulation et des communes de rattachement |
| 1971 | Conseil constitutionnel | Intégration de la Déclaration des Droits de l'Homme de 1789 à la constitution |
| 1990 | Loi 90-449 dite loi Besson 1 | Art. 28 : création de schémas départementaux pour l'accueil des gens du voyage |
| 1992 | Nouveau Code Pénal | Suppression des délits de vagabondage et de mendicité |
| 2000 | Loi 2000-614 dite loi Besson 2 | Loi relative à l' accueil et à l' habitat des gens du voyage |
| 2004 | Loi du 30 décembre 2004 | Création de la Haute Autorité de Lutte contre les Discriminations et pour l'Egalité |

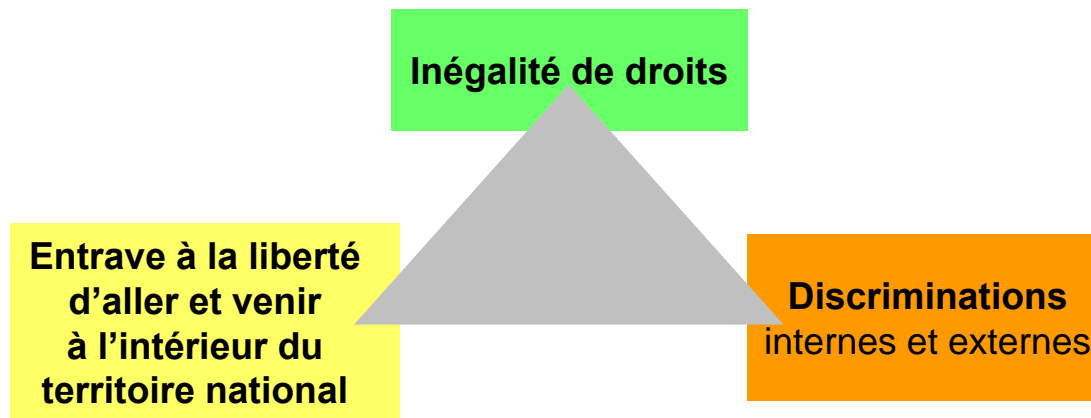
Égalité des Droits

Liberté de circulation

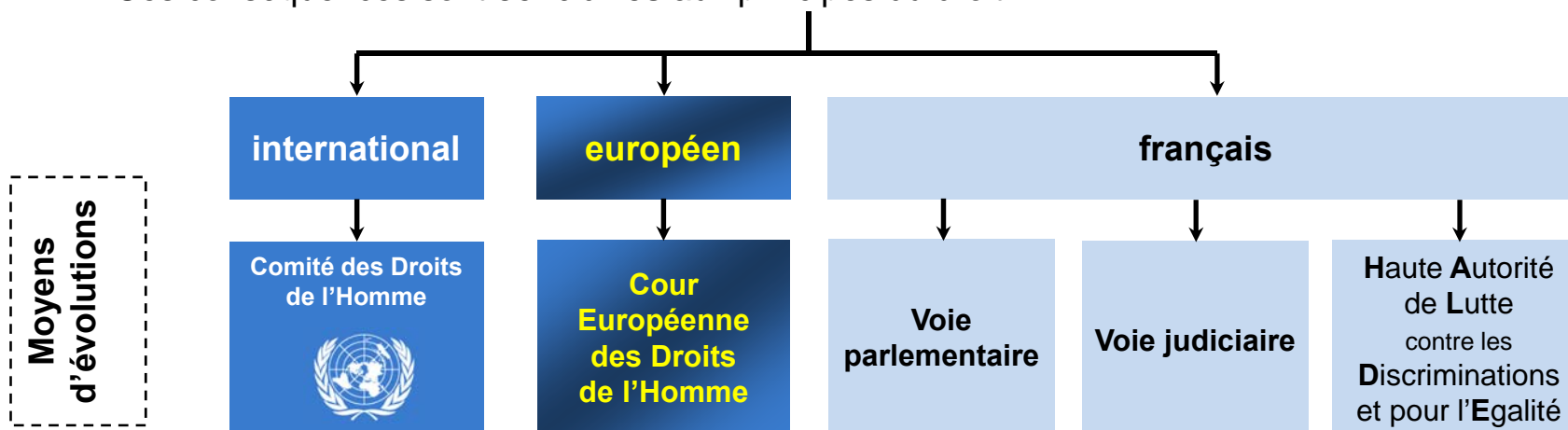
Discriminations

Vie itinérante

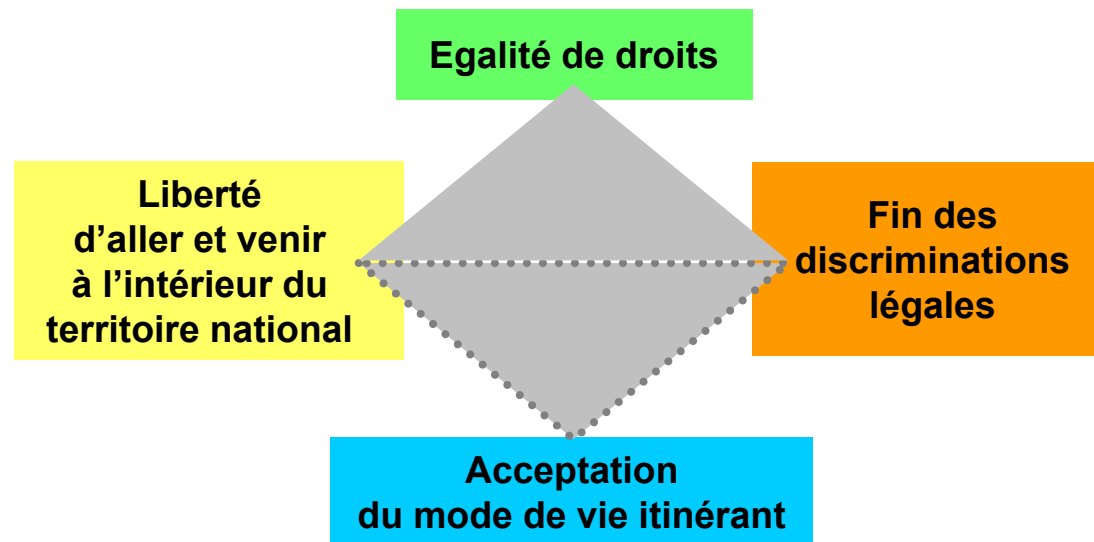
➔ Le statut des « Gens du Voyage » a 3 conséquences directes



Ces conséquences sont **contraires** aux principes du droit



➔ L'idéal serait de pouvoir tendre à...





**Centre Social Départemental
Gens du Voyage**

22, rue François Monier - B.P. 23068 - 72003 LE MANS Cedex 1
Tél. : 02 43 52 18 59 - Fax : 02 43 52 05 34
e-mail : voyageurs72@orange.fr



**Fédération Nationale
des associations solidaires
avec les Tsiganes et les Gens du voyage**

59, rue de l'Ourcq - 75019 PARIS
Tél. : 01 40 35 00 04 - Fax : 01 40 35 12 40
e-mail : info@fnasat.asso.fr

